



CDEN du 15 février 2018

« Le « big bang » libéral dans la gestion départementale des collèges ! »

F.S.U.

Madame la Présidente du Conseil Départemental, Mesdames, Messieurs,

L'examen, année après année, du rapport des dotations des collèges nous amène à constater une baisse continue de l'engagement financier alors que la population scolaire est fragile. **C'est en effet la quatrième année de baisse consécutive de l'engagement financier du Conseil Départemental.** Depuis 2010, on en est à pratiquement 12% de baisse de l'engagement du Conseil Départemental. Par ailleurs, d'après l'étude réalisée par la FSU au niveau national, le Haut-Rhin n'est plus en 2017 l'avant dernier département en engagement financier par collégien. En effet, gigantesque progrès : nous sommes antépénultièmes. La persistance de la présence de notre département en queue de classement est bien révélatrice. Certes tous les départements sont étranglés par la politique de l'État, mais tous n'ont pas les mêmes priorités, d'autant que la population scolaire du Haut-Rhin est fragile.

C'est dans ce cadre qu'il convient d'apprécier, le rapport sur « la stratégie de réussite éducative ».

Les documents fournis par le département en vue du CDEN du 15 février 2018 constituent en particulier le rapport sur la stratégie de réussite éducative, un changement de cap du département dans ses rapports avec les collèges. Désormais l'ambition est de piloter, en partenariat avec l'éducation nationale, pour économiser certes mais aussi pour intervenir sur les choix et les politiques des collèges en matière de gestion mais aussi pour imposer des lignes pédagogiques.

Remplir les collèges ou favoriser la réussite de tous les élèves ?

Pour le département, « Le travail sur la carte scolaire doit permettre de rééquilibrer la répartition des élèves dans les collèges du Haut-Rhin en proposant les modifications nécessaires des aires de recrutement » pour 3 secteurs : la Ville de Mulhouse et son agglomération (septembre 2018/septembre 2021) - La Ville de Colmar - La Ville de Saint-Louis et son agglomération (à partir de 2019).

Cette stratégie s'interdit toute construction nouvelle et est pilotée par une logique de gestion de flux des élèves en fonction des capacités de remplissage des établissements établie à 800. La FSU a eu l'occasion de montrer, lors du CDEN du 6 février 2018 consacré à la carte scolaire de Mulhouse, que l'ambition éducative était le parent pauvre. A cet égard, nous rappelons que le CDEN s'est majoritairement opposé au projet qui lui a été soumis. La construction d'un nouveau collège est pour nous nécessaire si l'on veut donner à tous, y compris aux élèves actuellement scolarisés dans le privé, les moyens d'aller dans des collèges publics de qualité. Les moyens financiers sont d'ailleurs présents, mais d'autres choix ont été faits.

L'illusion du numérique ou l'innovation marchande contre l'égalité scolaire.

A l'instar du projet régional Grand Est sur le numérique au lycée (Lycée 4.0), le département s'engage dans un plan pluriannuel d'équipement numérique des collèges pour un montant total **de 10 millions** d'euros dans un délai maximum de cinq ans. L'objectif est de développer une « infrastructure réseau fiable, sécurisée et performante, - Un parc informatique fonctionnel et adapté aux usages, - Une intégration progressive des équipements individuels mobiles, sous la forme de tablettes ou même de smartphones, **permettant de créer de nouveaux usages pédagogiques directement dans la salle de classe, avec une grande réactivité** ». Ainsi sans attendre le bilan de l'expérimentation dans le grand Est, alors qu'elle tourne à la panne sèche, le Conseil Départemental pense trouver la panacée dans l'innovation numérique et se propose, en partenariat avec l'éducation nationale, d'imposer dans tous les collèges une « pédagogie numérique », sans demander l'avis des équipes éducatives. Doit-on rappeler ici que le code de l'éducation reconnaît aux enseignants une liberté pédagogique ? Outre tous les problèmes matériels et d'équipement des élèves (qui paye ?), les problèmes sanitaires et cognitifs, sur lesquels

les parents d'élèves n'ont pas été consultés, cette fuite en avant numérique suit la pente de la marchandisation. Bien loin de réduire les inégalités, elle les solidifie. Bien loin d'ouvrir les élèves à la réalité du monde, elle les soumet à une modernité réduite au consumérisme. On ne réglera pas les défis éducatifs en supprimant des postes de professeurs et en confiant à Microsoft, des missions d'enseignement. Pour la FSU le numérique est un outil parmi d'autres à la disposition des équipes éducatives. Donner aux collègues cet outil, c'est bien. En faire l'alpha et l'oméga de la modernité en éducation est une illusion qui ne profite qu'aux GAFA.

La privatisation contre les missions de service public.

Pour le département, il convient à partir « de l'audit et de la validation d'un référentiel de niveau de service, de proposer **un programme pluriannuel d'externalisation de la fonction entretien** pour une mise en œuvre à la rentrée de septembre 2018 ». Cette externalisation a déjà commencé et elle consiste à confier à des entreprises privées des missions de service public. Cette mutation constitue une attaque sans précédent contre les agents des services publics territoriaux et une manière de détruire le statut des personnels. Ce faisant le département vise à réduire la masse salariale en allant acheter sur le marché le service entretien. Aujourd'hui c'est l'entretien, mais qui peut affirmer que cette logique de privatisation en restera là ? Elle constitue aussi une attaque contre la communauté scolaire toute entière dont les agents territoriaux sont membres à part entière. En faisant entrer les marchands qui ne viennent dans les collèges que pour faire de l'argent sur la base du moins disant social, le CD fait le mauvais choix car à terme la privatisation coûtera plus cher à la collectivité pour un service de moindre qualité technique et éducative. La FSU condamne cette privatisation et alertent les personnels et l'opinion pour que cette mutation libérale de la gestion des collèges soit abandonnée.

Loin de constituer une « stratégie de réussite éducative », le tournant libéral engagé par le CD qui veut soumettre les collèges à une logique de rentabilité financière et marchande tourne le dos aux espoirs des jeunes et des familles qui n'ont que le service public pour se former et réussir. **A la FSU nous sommes « fiers du service public » et soyez en sûr nous ferons tout pour qu'il vive encore longtemps.**